

LE MONDE 3/09/21

A Marseille, l'immense déception des enseignants et parents d'élèves après les annonces d'Emmanuel Macron

Le chef de l'Etat ne s'est pas engagé sur le montant des aides, alors que 174 écoles marseillaises nécessitent des rénovations lourdes.

Par [Violaine Morin](#)



Emmanuel Macron, au parc du Pharo à Marseille, le 2 septembre 2021. THEO GIACOMETTI POUR « LE MONDE »

L'annonce était attendue, des chiffres avaient été avancés : en se rendant à Marseille le jour de la rentrée, Emmanuel Macron ne pouvait ignorer le chantier pharaonique de la rénovation du bâti scolaire, abandonné pendant des décennies. Rats, infiltration d'eau, punaises de lit, exigüité : 174 écoles marseillaises sont considérées comme dégradées et nécessitent des rénovations lourdes. Un projet chiffré à 1,2 milliard d'euros par la mairie – dont elle espérait que le président financerait la moitié.

Mais, dans son discours prononcé du palais du Pharo, jeudi 2 septembre, Emmanuel Macron est resté très en deçà des attentes du terrain. Il a annoncé la création d'une société publique locale d'aménagement d'intérêt national (Splain), entité qui sera présidée par le maire, Benoît Payan, sous le pilotage de l'Etat. Par le biais de cette société, les écoles obtiendront des

« subventions » et des « avances remboursables ». Ni le montant de l'aide ni le nombre d'écoles concernées n'ont été précisés. L'Elysée a confirmé, plus tard dans la soirée, avoir besoin de plus de temps pour chiffrer le coût de ces rénovations.

Pour comprendre l'ampleur de la déception, il faut se souvenir que l'équipe municipale actuelle s'est construite sur les mobilisations de la société civile autour de la question scolaire. « A Marseille, la question des écoles est centrale, mais elle ne l'est pas pour le président, qui est venu chez nous lancer sa campagne. Forcément, pour les Marseillais, le compte n'y est pas », analyse Séverine Gil, présidente de l'association de parents d'élèves MPE13.

Enseignants choisis par le directeur

Emmanuel Macron a insisté sur les projets déjà actés : la rénovation de dix écoles (ou cinq groupes scolaires) financée à 90 % par l'Etat, grâce au plan de relance et à l'Agence nationale pour la rénovation urbaine (ANRU). Ces écoles sont toutes situées dans des quartiers prioritaires, sur lesquels l'ANRU est compétente. Va-t-il s'appuyer sur ce dispositif pour déclencher de nouvelles subventions ? « Le problème, c'est que des écoles délabrées, il y en a dans tous les quartiers, s'inquiète Séverine Gil. On a l'impression qu'il ne s'est engagé que pour les quartiers difficiles, alors que toute la ville est concernée. »

Emmanuel Macron a également créé la surprise en annonçant des projets d'innovation dans 50 écoles des quartiers sensibles. Dès la rentrée 2022, des expérimentations y seront lancées pour « repenser les rythmes scolaires » et « la façon d'enseigner », dans une logique d'articulation de tous les « temps de l'enfant » proche de celle des cités éducatives, qui existent déjà dans certains quartiers prioritaires – dont trois à Marseille.

Mais, surtout, ces établissements recruteront leurs enseignants sur candidature, laissant une marge de liberté au directeur pour sélectionner son équipe. Soit le pire cauchemar des syndicats, qui refusent l'idée d'un directeur d'école transformé en chef d'établissement autonome. Dans ces écoles, a ainsi expliqué Emmanuel Macron, il faudra « pouvoir d'abord choisir les enseignants, pour être sûr qu'ils sont pleinement motivés, qu'ils adhèrent au projet », en reconnaissant dire « plein de gros mots pour beaucoup de gens ». Ce dispositif, pensé pour stabiliser les équipes avec des enseignants qui « choisissent » les quartiers sensibles, est cher au ministre de l'éducation nationale, Jean-Michel Blanquer. Cette annonce rappelle aussi les recommandations sur l'autonomie des établissements et le recrutement sur profil de l'Institut Montaigne, un think tank libéral proche de la Macronie.

« Complètement hors sujet »

« C'est complètement hors sujet !, s'agace Franck Deletraz, secrétaire départemental du SE-UNSA. Si les écoles tournent avec des locaux dans un état pareil, c'est justement parce que les enseignants sont motivés. » Le SNUipp-FSU tombe des nues, lui qui s'est largement investi dans les collectifs qui ont fondé l'actuelle majorité – l'adjoint chargé du bâti scolaire, Pierre-Marie Ganozzi, est un ancien responsable de ce syndicat. « Personne ne réclame ce que Macron a mis sur la table, fulmine Sébastien Fournier, secrétaire départemental adjoint. C'est ahurissant de réussir à créer du dissensus là où, pour une fois, il y avait un consensus : le problème, c'est le bâti ! » Conditionner l'aide de l'Etat à la création d'un laboratoire pédagogique dans les quartiers sensibles relève, en outre, du chantage, selon ce syndicaliste.

« On ne veut pas être différents, plaide-t-il. On veut juste des écoles normales, des écoles de la République comme il y en a partout ailleurs. »

La mairie de Marseille, de son côté, maintient son chiffrage : il faut toujours 1,2 milliard d'euros pour les écoles. *« Je comprends qu'on ne nous fasse pas un chèque en blanc »,* nuance Pierre-Marie Ganozzi, qui concède que le plan de rénovation sera peut-être « plus long » qu'espéré. *« Le président nous demande de donner des garanties, nous sommes prêts, assure-t-il. Nous allons créer cette société dans les délais. »*